

Palestine de 1917 à nos jours

la frise chronologique

1917 : La déclaration Balfour

Le secrétaire au Foreign Office britannique, Lord Arthur James Balfour, déclare que le gouvernement de Sa Majesté « envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un Foyer national pour le peuple juif et emploiera tous ses efforts pour faciliter la réalisation de cet objectif, étant clairement entendu que rien ne sera fait qui puisse porter atteinte aux droits civils et religieux des collectivités non-juives existant en Palestine, ou aux droits et statut politiques dont les Juifs jouissent dans tout autre pays ».

1947 : Plan de partage de la Palestine en deux États

Le 29 novembre 1947 l'Assemblée générale de L'ONU approuve le **plan de partage** de la Palestine. Proposé par l'UNSCOP (United Nations Special Committee On Palestine), il prévoit :

- La création d'un État juif sur 56% du territoire avec une population de 905 000 personnes, regroupant Juifs, Arabes et 90 000 Bédouins ;
- Un État arabe sur la Galilée avec une population de 735 000 personnes dont 10 000 Juifs. La ville de Jérusalem est placée sous juridiction internationale.

Les Juifs acceptent ce plan même s'ils ne sont pas satisfaits des limites territoriales imposées. En revanche, les Arabes palestiniens et les États arabes le refusent.

1948 : Création de l'État d'Israël : 1^{ère} guerre israélo-arabe

14 mai 1948 : création de l'État d'Israël. Le lendemain éclate la première guerre israélo-arabe, à laquelle participent l'Égypte, la Jordanie, l'Irak et la Syrie. C'est le début de l'exode des Palestiniens qui appellent cet événement la *Nakba*, la catastrophe. Un accord d'armistice définissant une ligne de démarcation (la Ligne verte) est signé en 1949 :

- L'État d'Israël contrôle désormais 77% du territoire de la Palestine.
- La Cisjordanie passe sous administration jordanienne et la bande de Gaza sous administration égyptienne.
- 750 000 Palestiniens expulsés de leurs terres deviennent des réfugiés et plus de 500 villages sont détruits.

1956 : Crise du canal de Suez : 2^{ème} guerre israélo-arabe

La nationalisation par L'Égypte du canal de Suez déclenche la deuxième guerre israélo-arabe. Israël s'empare de la bande de Gaza et du Sinaï. L'armée israélienne doit se retirer de Gaza et du Sinaï, mais elle conforte sa position de puissance militaire dans la région.

1967 : Guerre des six jours : 3^{ème} guerre israélo-arabe

Les Israéliens déclenchent la troisième guerre israélo-arabe dite de « Six jours », et occupent le Sinaï, la bande de Gaza, la Cisjordanie, Jérusalem-Est et le plateau du Golan. Environ 350 000 Palestiniens fuient ces territoires. Les premières colonies israéliennes s'implantent en territoire occupé. **L'Etat d'Israël déclare Jérusalem comme sa capitale** mais cette décision n'est pas reconnue par la communauté internationale.

Le 22 novembre 1967, l'ONU adopte la résolution 242 qui demande l'instauration d'une paix juste et durable au Proche-Orient, le droit pour les États de la région de vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres et reconnues et le retrait des territoires occupés à l'issue du conflit.

1973 : Guerre du Kippour : 4^{ème} guerre israélo-arabe

En octobre 1973, le jour de la fête juive de *Yom Kippour* et en plein mois de Ramadan, l'Égypte et la Syrie attaquent l'État d'Israël avec l'objectif de récupérer les territoires occupés en 1967. Les Israéliens sont victorieux mais doivent rendre une partie du Sinaï à l'Égypte et du Golan à la Syrie.

1987 : Début de la Première Intifada, mot arabe pour soulèvement

9 décembre 1987 : déclenchement de l'Intifada, surnommée « *la révolte de pierres* », mouvement populaire palestinien massif et non armé. Jeunes, enfants, femmes, commerçants, intellectuels, ouvriers et paysans palestiniens participent à des affrontements avec les soldats israéliens, à des rassemblements massifs et à des grèves. Ils protestent principalement contre l'occupation de leurs terres.

La première Intifada dure plus de quatre ans et se termine avec les accords d'Oslo en 1993. Comme conséquence de cet événement, la Jordanie renonce à la souveraineté sur la Cisjordanie et l'Organisation de la Libération de la Palestine (OLP) proclame l'indépendance de l'État palestinien.

1988 : Déclaration d'indépendance de la Palestine

Le 15 novembre : proclamation de l'État indépendant de Palestine lors de la XIX^e session du Conseil National Palestinien (CNP), Parlement en exil à Alger. Le CNP accepte les résolutions 181 de l'Assemblée générale, 242 et 338 du Conseil de Sécurité des Nations unies, ce qui équivaut à une reconnaissance du droit d'Israël à vivre en paix et en sécurité. Dans le même temps, Yasser Arafat, président de l'OLP, renonce totalement au terrorisme.

1993 : Signature des accords d'Oslo

Signature à Washington d'une déclaration de principe israélo-palestinienne négociée à Oslo. Une solution définitive aux questions cruciales (statut, frontières, territoires, avenir des colonies juives, sort des réfugiés, Jérusalem) doit être trouvée dans les cinq ans.

2000 : Début de la Deuxième Intifada, qui va durer jusqu'à 2005

28 septembre 2000 : un soulèvement débute dans les territoires palestiniens occupés, à la suite de la visite d'Ariel Sharon, chef du parti israélien Likoud, sur l'esplanade des Mosquées à Jérusalem. Cette Intifada laisse peu de place à l'engagement de la société civile, contrairement à la Première (1987-1993) où l'OPL avait interdit l'usage des armes et où la mobilisation populaire avait été massive.

2005 : Retrait israélien de la bande de Gaza

Retrait unilatéral, non négocié avec l'Autorité palestinienne. Après cette évacuation de près de 90 000 colons, toutes les issues - terrestres, maritimes et l'espace aérien de Gaza - restent contrôlées par l'armée israélienne.

2006 : Arrivée du Hamas au pouvoir dans la bande de Gaza

25 janvier 2006 : après des élections législatives reconnues transparentes par les observateurs internationaux, le Hamas obtient une victoire avec une majorité de sièges au Parlement (76 sur 136 sièges) ; contre 46 sièges pour le Fatah. Le Premier ministre Ahmed Qoreï démissionne.

2007 : Israël impose un blocus à la bande de Gaza

L'Etat d'Israël impose une fermeture totale des passages commerciaux, privant la population de carburants, produits alimentaires et de première nécessité. Israël contrôle tout ce qui pourrait passer par la terre, la mer et les airs.

2008-2009 : Opération Plomb Durci à Gaza

27 décembre 2008 : L'armée israélienne déclenche une attaque contre Gaza. Pendant 23 jours le peuple gazaoui est plongé dans la terreur et la destruction. Cette opération coûte la vie à près de 1 400 personnes et en blesse environ 5 300.

2011 : La Palestine devient membre à part entière de l'UNESCO

La Palestine devient le 195^e membre de l'UNESCO (l'organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture). Une admission qui montre une avancée vers la reconnaissance en tant qu'État. Néanmoins, cette adhésion amène les Etats-Unis à suspendre leur subvention à l'UNESCO en représailles. L'ambassadeur israélien auprès de l'UNESCO indique aussi la possibilité de retirer la contribution financière d'Israël à l'organisation.

2012 : La Palestine devient État observateur à l'ONU

8 jours après la fin de l'opération israélienne dite « Pilier de Défense », l'Assemblée générale des Nations unies accorde le statut d'Etat *non membre observateur* à la Palestine auprès de l'ONU, et adopte une résolution rappelant l'importance de reprendre et d'accélérer les négociations dans le cadre du processus de paix au Moyen-Orient.

2013 : Reprise des discussions de paix

A l'initiative du secrétaire d'Etat américain John Kerry, Israéliens et Palestiniens reprennent les discussions à Washington. Après 9 mois de pourparlers, des points de blocage subsistent sur la colonisation, le droit au retour ou encore le caractère juif de l'Etat d'Israël prôné par le gouvernement Netanyahu. Israël décide de suspendre les négociations le 24 avril 2014, au lendemain de la signature d'un nouvel accord de réconciliation entre l'OLP et le Hamas.

2014 : Opération Bordure Protectrice à Gaza

Après une montée des tensions en Cisjordanie et à Gaza, Israël lance une attaque aérienne puis terrestre le 8 juillet 2014 sur la bande de Gaza. Elle est à ce jour la plus meurtrière pour les Gazaouis : au cours des 50 jours de l'attaque, 2 251 Palestiniens sont tués, dont 65% de civils.

2015 : La Palestine devient membre de la CPI

Le 1^{er} avril 2015, la Palestine devient le 123^e membre de la Cour Pénale Internationale de La Haye. Elle peut désormais agir en qualité d'Etat au sein de cette organisation internationale et y voter. En représailles, Israël, qui refuse de faire partie de la CPI, gèle les rentrées fiscales collectées pour le compte des Palestiniens (106 millions d'euros mensuels).

2016 : L'ONU condamne la colonisation israélienne

Le 23 décembre, le Conseil de Sécurité de l'ONU adopte la résolution 2334 condamnant la colonisation israélienne dans le territoire palestinien occupé. Le texte, adopté grâce à l'abstention des Etats-Unis, est immédiatement condamné par Benyamin Netanyahu qui affirme qu'Israël ne s'y conformera pas.